

DELIBERATION N° 12-2024/CA.CPS***relative à la décision modificative n° 1 du budget 2024 du régime des salariés*****LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA CAISSE DE PREVOYANCE SOCIALE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE,**

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 modifié portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 modifié fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1154 CM du 3 décembre 1987 fixant le nouveau plan comptable de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 357 TLS du 8 février 1961 modifié portant institution d'un régime d'aide aux vieux travailleurs salariés et en confiant la gestion à la C.P.S. ;

Vu le décret n° 57-245 du 24 février 1957 modifié sur la réparation et la prévention des accidents du travail et maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la décision n° 754 TLS du 10 octobre 1978 modifiée portant refonte des textes relatifs à la classification des secteurs d'activité au regard de la Caisse de prévoyance sociale et aux taux de cotisations qui leur sont applicables ;

Vu la délibération n° 82-33 du 15 avril 1982 modifiée portant institution d'un minimum vieillesse ;

Vu la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 modifiée instituant un régime de retraite des travailleurs salariés de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 modifiée instituant un régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 2333 CM du 12 décembre 2023 rendant exécutoire la délibération n° 23-2023 CA des 9 et 10 novembre 2023 relative au budget 2024 du régime des salariés ;

Vu la délibération n° 11-2024/CA.CPS du 21 novembre 2024 relative à la décision modificative n° 1 du budget de fonctionnement 2024 de la CPS ;

Vu le procès-verbal du Conseil d'administration en date du 21 novembre 2024 ;

S'étant prononcé à l'unanimité au cours de cette séance,

DECIDE :

Article 1^{er}. – Le BUDGET 2024 DU RÉGIME DES SALARIÉS est modifié comme suit :

- en **PRODUITS**, à la somme de : **CENT DIX-SEPT MILLIARDS CENT CINQUANTE TROIS MILLIONS DE FRANCS PACIFIQUE (117 153 MF XPF)**,

- en **CHARGES**, à la somme de : **CENT SEIZE MILLIARDS NEUF CENT VINGT-HUIT MILLIONS DE FRANCS PACIFIQUE (116 928 MF XPF)**,

se répartissant comme suit :

GESTIONS	PRODUITS	CHARGES	RESULTAT
PRESTATIONS FAMILIALES + HANDICAP (dont FASS)	8 482 MF	-9 500 MF	-1 018 MF
ACCIDENTS DU TRAVAIL - INVALIDITE ET MALADIES PROFESSIONNELLES	1 562 MF	-2 419 MF	-856 MF
ASSURANCE MALADIE	49 275 MF	-51 141 MF	-1 866 MF
RETRAITE TRANCHE A + FSRE	45 556 MF	-41 992 MF	3 564 MF
FONDS SOCIAL DE LA RETRAITE ET ALLOCATION COMPLEMENTAIRE RETRAITE	3 221 MF	-3 223 MF	-2 MF
RETRAITE TRANCHE B	9 056 MF	-8 652 MF	404 MF
AIDES AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES	0 MF	0 MF	0 MF
TOTAL RGS	117 153 MF	-116 928 MF	225 MF

Article 2. - La présente modification est recensée comme Décision modificative n° 1 du budget de l'exercice 2024 du Régime des salariés.

Article 3. - La part non financée par le Régime des salariés du Budget administratif 2024 de la Caisse de prévoyance sociale est arrêtée tant en RECETTES qu'en DEPENSES, à la somme de 1 512 MF XPF.

Article 4. - Le Directeur par intérim et l'Agent-comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

PAPEETE, le 21 novembre 2024

LA SECRETAIRE,



Moeata WOHLER

LE PRESIDENT,



Patrick GALENON



rendue exécutoire par arrêté n°